



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention
des risques environnementaux

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 3 août 2018 portant prescriptions spécifiques à la déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatif au système d'assainissement de Plounevez-Moëdec ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019, autorisant Lannion Trégor Communauté à exploiter zone d'activités de « Beg Ar C'hra » à Lannion un établissement d'abattage et de découpe d'animaux de boucherie ;
- VU la demande présentée le 13 mars 2020 pour l'abattoir Lannion Trégor représenté par la communauté d'agglomération LANNION TRÉGOR COMMUNAUTÉ dont le siège social est situé au 1 rue Gaspard Monge à Lannion en vue d'effectuer à Plounevez-Moëdec au lieu-dit « Beg Ar C'hra » :
- la modification de l'implantation des bâtiments du projet d'abattoir ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 20 mai 2020 ;

CONSIDÉRANT l'objet de la demande soit la révision des tonnages d'animaux abattus et l'activité de découpe, les modifications d'implantation et celle de la surface des bâtiments et la révision des valeurs limites de rejets des eaux pré-traitées vers la STEP de Plounevez-Moëdec ;

CONSIDÉRANT que les valeurs sollicitées correspondent à celles de la convention de rejets au réseau communal en vigueur amendée par le protocole d'accord du 7 avril 2020

CONSIDÉRANT que l'abattoir communautaire ne pourra être mis en exploitation qu'après la mise en exploitation de la future station de traitement des eaux usées de Plounevez-Moëdec ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation sont prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1, L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 sont modifiées comme suit :

« 1.2. - Nature des installations

1.2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Capacité autorisée	Régime
2210-1	Abattage d'animaux Le poids des animaux exprimé en carcasses étant, en activité de pointe : 1. Supérieur à 5 t/j	13t/jour soit 1800 t/an	A
2221-2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc. La quantité de produits entrants étant : 2. Supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 4 t/j	2 t/jour soit 300 t/an	DC
2355	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t	35 t	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations de déclaration avec contrôle ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

1.2.2. - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, section, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Section	Parcelles	Lieu-dit
Plounevez-Mouëdec	ZO	N° 84 en totalité et n° 120 en partie*	zone d'activité Beg Ar C'hra

* : dans le cas d'une redéfinition cadastrale, l'exploitant transmettra les nouvelles références cadastrale à l'inspection.

1.2.3. - Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Installation(s) connexe(s) (pour mémoire)

Ouvrage	Superficie
Espaces verts	5760 m2
Voirie, parking	3940 m2
Bâtiments usine	1400 m2
Totalité périmètre	11 100 m2

Le site et ses activités sont alimentés en eau par le réseau public et en gaz propane à partir d'une cuve de stockage sur site. »

Article 2

les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 sont modifiées comme suit :

« 4.4.5. - Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réseau de collecte eaux industrielles

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°1 – Station d'épuration de Plounevez-Mouëdec
Nature des effluents	Eaux usées pré-traitées
Exutoire du rejet	Poste de raccordement au réseau collectif eaux usées vers la station d'épuration de Plounevez-Mouëdec
Traitement avant rejet	Dégrillage/tamassage dégraissage/tamponnage avant rejet
Conditions de raccordement	Convention du 7avril 2020
Autres dispositions	Dispositif de comptage et prélèvement des effluents après pré-traitement

Réseau de collecte eaux pluviales

N° point de rejet pluvial	Collecte	Rejet
EP1	Toitures	Réseau pluvial vers bassin de régulation collectif
	Parking + voirie	Bassin de rétention avec traitement (débourbeur déshuileur) sur site puis réseau pluvial

Article 3

les dispositions de l'article 4.4.9.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 sont modifiées comme suit :

« 4.4.9.1. - Rejets dans la station d'épuration collective

Paramètre	Valeurs maximales	
Volume journalier (m³/j)	45 (1)	
Débit de pointe (m³/h)	8	
Paramètres	Concentration maximale 24 h (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DCO	4000	120
DBO5	2000	60
MES	1500	45
NTK	400	15
PT	60	2

(1): la disposition de l'article 4.4.9 alinéa 3 du présent arrêté s'applique »

Article 4

les dispositions de l'article 8.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 sont modifiées comme suit :

« 8.2.4.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'installation dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- barrières techniques décrites dans le dossier notamment isolement coupe-feu REI 120 des blocs locaux techniques/bouverie ;
- au moins 2 bornes incendie accessibles, dédiées à la zone d'activité, de débit unitaire de 60 m³/h ;
- détection incendie sur alarme avec report sonore et visuel sur les locaux techniques. »

Article 5

les dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 sont modifiées comme suit :

« 8.4.2 - Rétentions et confinement

- I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

À cet effet, un bassin de rétention d'une capacité minimale de 300 m³ équipé de vannes d'obturation est réalisé.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, ...). »

Article 6 : Autres dispositions

Les dispositions des autres articles de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 restent identiques.

Article 7 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plounévez-Moëdec pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plounévez-Moëdec pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture des Côtes d'Armor pendant quatre mois.

Article 8 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : www.telerecours.fr

Article 9 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Lannion, le maire de Plounévez-Moëdec et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de police, de gendarmerie ainsi que pour information aux maires de Le Vieux-Marché, Plouaret, Lanvellec, Plounerin et Loguivy-Plougras.

Saint-Brieuc, le

- 2 JUIN 2020

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice Obara